2027
ANNÉE POLITIQUE

Où en est la droitisation française ?

Vincent Tiberj

À huit mois du scrutin, jamais une élection présidentielle n'aura semblé aussi marquée par la négativité des citoyens, tandis que la candidate du Rassemblement national (RN) bénéficie d'un statut de favorite. Si certains indicateurs pointent vers une progression du conservatisme, tous ne convergent pas dans ce sens. Surtout, l'une des clés de l'élection à venir réside dans les « démissionnaires » : ces citoyens qui ne se reconnaissent durablement ni dans un parti ni dans un camp. Ils ne sont pas des « sans-avis », et leurs valeurs n'en font pas un réservoir de voix pour le RN, bien au contraire.

Dès lors, le « terrain de la campagne » sera déterminant, tout comme les effets délétères que peuvent avoir certains médias sur l'agenda politique et sur la manière de représenter la société française. L'extrême droite n'a sans doute jamais été aussi proche de l'emporter. Mais rien n'est joué.

Une présidentielle loin d'être écrite

Qu'on le regrette ou non, la présidentielle concentre désormais l'essentiel de l'attention médiatique. La litanie des sondages d'opinion place Marine Le Pen en tête, avec, début septembre, des intentions de vote comprises entre 34 % et 67 %. Elle devance nettement Édouard Philippe, crédité

de 14 % à 22,5 %, et Jean-Luc Mélenchon, situé entre 13 % et 18 %[1]. Ces sondages viennent conforter l'impression d'une droitisation du pays, déjà largement partagée au lendemain des municipales du printemps. Les Républicains (LR) y ont consolidé leur implantation locale, tandis que le RN a conquis plusieurs dizaines de villes ; un résultat qui demeure toutefois en deçà de ce que ses scores aux élections législatives de 2024 pouvaient laisser espérer. À gauche, les divisions entre les différents partis, illustrées notamment par la polarisation entre Jean-Luc Mélenchon et, pour l'heure, Raphaël Glucksmann, pourraient une nouvelle fois conduire à son absence au second tour.

Il est pourtant essentiel de rappeler qu'une élection présidentielle reste difficilement prévisible. En 1995, Édouard Balladur était donné gagnant jusqu'en janvier. En 2002, Lionel Jospin devait l'emporter contre Jacques Chirac. En 2016, Alain Juppé faisait la course en tête au début de l'automne, avant que François Fillon ne prenne le relais jusqu'en février. L'équation présidentielle comporte encore beaucoup trop d'inconnues, à commencer par la structure finale des candidatures, les coalitions qu'elles rassembleront, les sujets qui feront la campagne ainsi que, en dernier ressort, le niveau de participation des citoyens et leurs logiques de vote.

La présidentielle qui vient risque bien de se terminer par un vote entre le pire et le moins pire. Tristan Haute[2] rappelle à partir de l'enquête DemoCIS, réalisée en juin 2026, que la plupart des partis n'ont jamais été autant rejetés : si on prend les répondants qui attribuent une probabilité de vote de 0 sur 10, La France insoumise (LFI) est à 63 %, le RN à 53 %, Renaissance à 51 %, Europe Écologie Les Verts (EELV) à 47 %, le Parti socialiste (PS) et LR à 41 %. Selon une étude de Toluna Interactive menée en août 2026, Marine Le Pen serait la candidate pour laquelle les probabilités de vote seraient les moins défavorables. Néanmoins, 51 % des personnes interrogées indiqueraient une probabilité de vote comprise entre 0 et 3 sur 10. Elle devancerait Édouard Philippe (57 %), Gabriel Attal (61 %), Raphaël Glucksmann (66 %) et Jean-Luc Mélenchon (72 %). Par ailleurs, dans un sondage Ipsos réalisé en septembre, entre 60 % des personnes interrogées à propos de la candidature de Marine Le Pen et 84 % concernant celle de Nathalie Arthaud déclarent se sentir inquiètes

1 - Les scores variant en fonction des différentes configurations de candidatures.
2 - Voir Tristan Haute, « Mélenchon contre Le Pen ? Un duel loin d'être gagné d'avance pour l'extrême droite » [en ligne], *Le Nouvel Obs*, 28 juillet 2026.

face aux différentes candidatures. Autrement dit, si la présidentielle est bien la rencontre entre « un homme et un peuple », alors une part croissante de ce peuple lui tourne le dos. Surtout, il n'y a pas de droitisation généralisée, notamment quand on prend au sérieux les valeurs et les préférences des citoyens.

Valeurs qui se droitisent, valeurs qui résistent

L'élection de 2027 est l'occasion de mettre à jour les indicateurs, datant du premier semestre 2024, que j'ai exposés dans mon livre sur la droitisation[3]. Commençons par rappeler les résultats de 2024 avant de les actualiser. Par « droitisation », j'entends un mouvement des citoyens tendant vers des valeurs conservatrices, tant culturelles que socio-économiques. Pour l'évaluer, j'avais repris la méthode de James Stimson[4] et construit trois indices longitudinaux basés sur plusieurs dizaines de questions de sondages : le premier couvrait les questions de genre, de sexualité et d'autorité ; le deuxième celles relatives à la diversité et aux préjugés ethnoraciaux ; et le troisième synthétisait les questions socio-économiques. En 2024, j'avais alors conclu à une absence de droitisation « par en bas ».

Pourquoi ces évolutions de valeurs ne correspondent-elles ni aux débats médiatiques ni aux résultats électoraux ? Indubitablement, il y a un « bruit de fond conservateur » induit par les transformations des champs intellectuel et médiatique. Ceci se traduit par la mise à l'agenda d'enjeux favorables au camp conservateur, mais aussi par la diffusion de manières de penser et de cadrer le débat qui lui sont favorables.

Le lien entre évolution des valeurs et résultat des élections n'est pas automatique. J'ai ainsi identifié deux mécanismes explicatifs. Il y a, d'une part, une « extrême droitisation » des électeurs conservateurs, qui se tournent désormais de plus en plus souvent vers les candidats du RN. En 2024, les électeurs conservateurs issus de la génération des baby-boomers ont ainsi basculé vers le RN, alors qu'ils étaient jusqu'ici plutôt réticents à l'égard de l'extrême droite. D'autre part, j'ai identifié une

3 - Voir Vincent Tiberj, *La Droitisation française. Mythe et réalités*, Paris, Presses universitaires de France, 2024.
4 - Voir James A. Stimson, "The Dyad Ratios Algorithm for Estimating Latent Public Opinion: Estimation, Testing, and Comparison to Other Approaches", *Bulletin of Sociological Methodology*, vol. 137-138, nº 1, 2018, p. 201-218.

« grande démission » de citoyens qui s'écartent de la politique traditionnelle et des urnes. On les retrouve particulièrement dans les générations récentes et les classes populaires, qui se caractérisent par un soutien plus fort à la société multiculturelle pour les premiers et un alignement plus marqué sur les politiques de redistribution pour les seconds.

Qu'en est-il depuis ? Il y a effectivement une poussée favorable vers la droite et l'extrême droite dans les positionnements politiques mais, en matière de valeurs, les évolutions sont moins claires[5] (figures 1a et 1b).

Les préférences socio-économiques ont clairement évolué vers plus de libéralisme entre 2024 et 2025 avec un recul de l'indice de quatre points. Il s'établit à 51, proche des minimums historiques. C'est une variation d'une rare ampleur constatée jusqu'ici dans les périodes de 1981 et de 1983 ou entre 2012 et 2014. Habituellement, une telle baisse correspondait à des moments où la gauche revenue au pouvoir suscitait une forte contestation dans la société, selon la logique thermostatique de Christopher Wlezien[6], ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Cette baisse de 2025 est donc d'une nature inédite et l'explication n'est pas simple. Les débats sur les déficits et les difficultés auxquelles la gauche fait face pour se faire entendre pèsent sur ce chiffre. Mais les plus fortes baisses sont concordantes avec l'idéologie producériste, qui se concentre notamment sur les plus pauvres et les prestations sociales[7]. Dans le baromètre Dress, on passe ainsi de 50 % de répondants entre 2020 et 2024 qui demandent plus de soutien pour les plus démunis à 39 % en 2025. Les soutiens à l'augmentation du RSA étaient quatre fois plus nombreux que ceux qui voulaient le baisser en 2022, ils ne sont plus que 1,5 fois plus nombreux en 2025. Mais la question sociale peut encore mobiliser : 86 % des sondés dans le même baromètre sont favorables à une augmentation du Smic en 2025. En septembre 2025, près de 86 % des personnes interrogées par l'Ifop se disaient favorables à créer une taxe de 2 % sur

5 - Ne sont présentés ici qu'une sélection de graphiques. La version en ligne de l'article sur le site de la revue *Esprit* en présente d'autres.

6 - Aux États-Unis comme ailleurs, quand les Républicains ou la droite sont au pouvoir, les demandes de gauche progressent et inversement quand les gouvernements sont démocrates ou de gauche. Voir Christopher Wlezien, "The public as Thermostat: Dynamics of Preferences for Spending", *American Journal of Political Science*, vol. 39, nº 4, 1995, p. 981-1000.

7 - Michel Feher, *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national*, Paris, La Découverte, 2024.

Figure 1a – Indice longitudinal élargi de tolérance

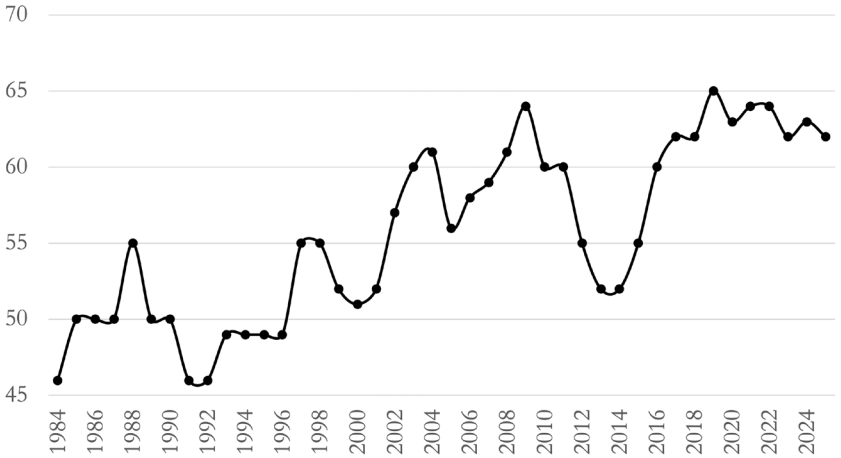
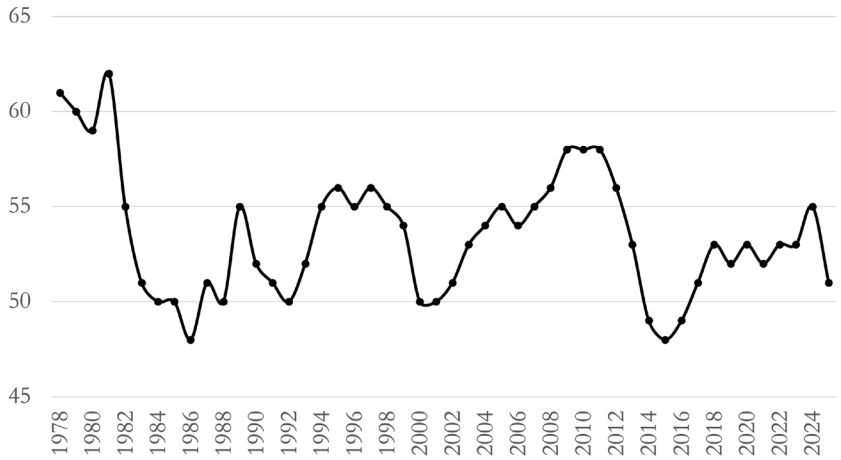


Figure 1b – Indice longitudinal de préférences sociales



L'indice va de 0 à 100 : 0 impliquerait qu'à toutes les questions posées lors d'une année, tous les répondants aient fourni une réponse « libérale » ou « conservatrice », et 100 qu'ils auraient tous donné une réponse « sociale » ou « tolérante ».
Recueil des données : J. Stimson, C. Thiébault, V. Tiberj.
Calculs : V. Tiberj.

les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros (la « taxe Zucman ») ; 79 % à réduire les aides publiques aux grandes entreprises.

Les indices sur les dimensions culturelles[8] et migratoires s'établissent tous deux à 63 en 2025[9]. Le premier baisse de deux points comparé à 2023, mais c'est le troisième score le plus haut depuis 1978. Le second est en léger recul, mais reste lui aussi particulièrement élevé dans le temps long. On peut donc conclure qu'ils sont sur un plateau et qu'ils rendent compte d'une situation qui s'est améliorée sur le moyen terme. Ainsi, le conservatisme culturel recule sur les questions relatives au genre et aux minorités sexuelles, mais il reste stable sur l'autorité. Par exemple, le soutien à l'homoparentalité progresse toujours : dans les enquêtes du Crédoc, on était à 40 % de soutiens en 2007 et désormais à 65 % depuis 2021. Le recul des préjugés racistes reste incontestable. Dans le baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) de 1996, 22 % s'opposaient à l'idée que *« les immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la sécurité sociale »*, 58 % considéraient que *« l'immigration est une source d'enrichissement culturel »*. En novembre-décembre 2025, les réponses tolérantes s'élèvent désormais respectivement à 39 % et 75 %.

Il faut cependant garder à l'esprit plusieurs éléments. D'abord, les partis politiques conservateurs eux-mêmes évoluent dans leur positionnement sur ces enjeux. Le Front national des années 1980 était particulièrement conservateur pour les femmes et les homosexuels ; désormais il tente de s'ériger en défenseurs des deux, ce qui lui permet de s'attribuer une forme de modernité[10]. De plus, les positions anti-immigrés ou conservatrices culturellement ne sont plus formulées de la même façon. Désormais, le RN mobilise la République face à ceux qu'il qualifie d'« islamo-gauchistes » ou de « wokistes ». De même, sur les questions de genre, le sexisme traditionnel n'est plus clivant, mais un nouveau sexisme moderne a émergé, niant les discriminations envers les femmes ; ce qu'étudie bien, notamment, Anja Durovic[11].

8 - Graphique présenté dans la version en ligne sur le site de la revue *Esprit*.
9 - Voir la suite des graphiques de la figure 1 sur le site de la revue *Esprit*.
10 - Voir Michaël Fœssel et Étienne Ollion, *Une étrange victoire. L'extrême droite contre la politique*, Paris, Seuil, 2024.
11 - Dont les travaux sont en cours de publication.

Des alignements qui penchent à droite

Si les valeurs ne s'uniformisent pas sur celles de la droite, en revanche, les positionnements de droite et particulièrement d'extrême droite ont gagné du terrain depuis 2023. J'ai compilé quatre séries d'enquêtes : les eurobaromètres, le baromètre CNCDH, le baromètre confiance du CEVIPOF et les enquêtes Crédoc. Les quatre convergent, indépendamment des modes d'interrogation et des questions[12] (voir figures 2a et 2b qui reprennent deux enquêtes en particulier). Pour le positionnement politique, la droite progresse de 10 points entre 2022 et 2025 dans les eurobaromètres et de 7 points dans les enquêtes du Crédoc[13]. C'est la première fois depuis 1986 que la droite dépasse la gauche dans les eurobaromètres. Cette évolution se fait au détriment des non-alignés, et là aussi c'est inédit : ils sont passés de 46 % en 2022 à 40,5 % en 2025. Il n'y a pas de réalignement massif avec la politique institutionnelle, mais indubitablement la droite attire de nouveau, tandis que le positionnement à gauche a atteint son minimum en 2025 (26,5 %).

Cette progression de la droite est inhabituelle. Jusqu'ici la logique thermostatique faisait que le camp au pouvoir perdait des soutiens au profit de celui dans l'opposition, or ici la gauche régresse. Les évolutions de la proximité partisane permettent de mieux comprendre ce qui se passe. C'est le RN qui bénéficie de cette progression tandis que le « socle commun » recule le plus, comme si le premier devenait l'opposition et bénéficiait de l'impopularité du pouvoir en place, quand les partis de gauche n'engrangent pas de nouveaux soutiens. Dans le baromètre CNCDH, le RN passe de 8 % en 2019 à 17 % en 2025, tandis que l'essentiel de sa progression dans le baromètre confiance se produit entre 2021 (13 %) et 2024 (24 %).

Les sans-parti restent pourtant les plus nombreux et méritent, à ce titre, une attention particulière. Leur profil a profondément évolué depuis les années 1990 : ils représentaient 13 % des personnes interrogées en 1995,

12 - Les eurobaromètres et les enquêtes de la CNCDH sont encore réalisés en face à face, tandis que les enquêtes du Crédoc et le baromètre confiance sont des terrains en ligne. Les seconds penchent plus à droite et comptent moins de personnes sans attachement partisan. Ces différences de niveau ne sont pas sans conséquence quand il s'agit notamment de mesurer des intentions de vote, des popularités ou même des préférences de politiques publiques, puisque la plupart des sondages politiques sont réalisés en ligne.

13 - Voir la suite des graphiques de la figure 2 sur le site de la revue *Esprit*.

Figure 2a – Proximité partisane (baromètre confiance)

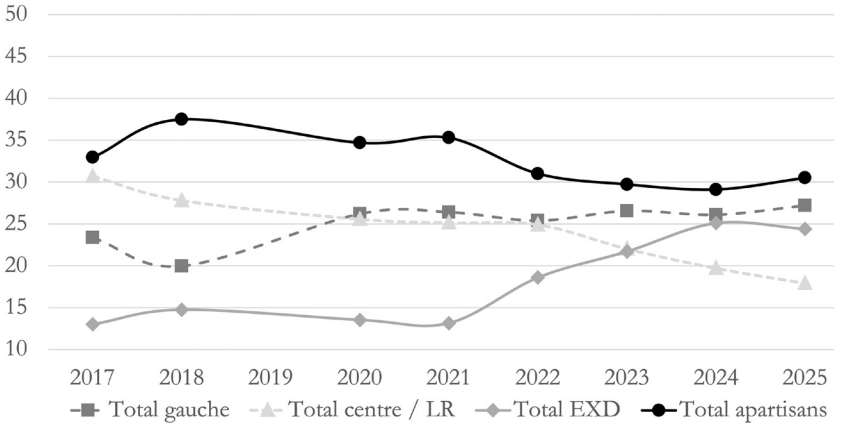
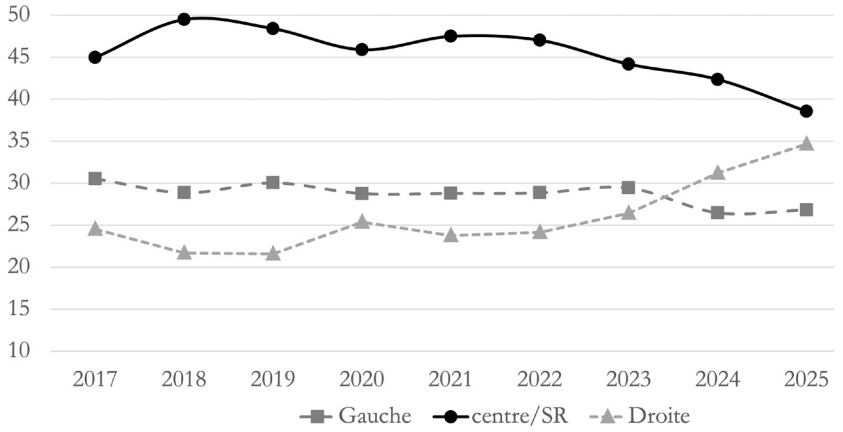


Figure 2b – Placement gauche/droite (Eurobaromètres)



Proportion de répondants qui se disent proches d'un parti ou sans parti (figure du haut, source : baromètre confiance du CEVIPOF) ou qui se placent à gauche, à droite ou sont non-alignés (figure du bas, source : Eurobaromètres).
Calculs : V. Tiberj.

contre généralement plus de 40 % depuis 2017 dans les enquêtes de la CNCDH. Surtout, ils ne correspondent plus à l'image de citoyens déconnectés ou politiquement désengagés. Désormais, 41 % des diplômés du supérieur et 42 % des cadres et des professions intermédiaires déclarent ne se reconnaître dans aucun camp politique. J'appelle « démissionnaires » ces citoyens qui, plutôt que de se tourner vers une

offre politique particulière, semblent rejeter l'ensemble de l'offre actuelle, RN compris. Par leur poids démographique, ils constituent ainsi un segment électoral déterminant.

Les démissionnaires vont-ils le rester ?

Si seuls les citoyens qui se déclarent proches d'un parti se rendaient aux urnes, le rapport de force électoral serait très nettement défavorable à la gauche. Dans la dernière vague du baromètre confiance, celle-ci ne représente en effet que 39 % des électeurs qui se déclarent proches d'un parti. En revanche, si la campagne électorale parvenait à remobiliser les « démissionnaires » et à les faire converger vers une candidature, le rapport de force pourrait être profondément modifié. C'est la stratégie du « quatrième bloc » théorisée par LFI et explicitée en septembre 2024 par son coordinateur national Manuel Bompard[14].

Néanmoins, les conditions pour que ce rééquilibrage se produise ne sont pas simples. D'abord, ces citoyens ne sont pas démissionnaires par « mauvaise humeur » ou parce qu'ils se sentent aliénés par la politique (ce qu'étaient les figures traditionnelles des abstentionnistes et des sans-parti dans la sociologie électorale jusqu'aux années 1990). Leur démission est informée et fondée par leurs capacités à décoder l'information politique et à remettre en question les dires des responsables politiques, mais aussi par leurs expériences de citoyens. J'appelle cela la *« citoyenneté distante*[15] *»* : c'est justement parce que ces citoyens sont informés et capables qu'ils s'éloignent de la politique traditionnelle. Les faire revenir nécessite de les prendre au sérieux. Ensuite, encore faut-il qu'ils penchent bien pour un camp plutôt qu'un autre. C'est un débat qui a débuté notamment entre Tristan Haute et Luc Rouban[16], et auquel je souhaite contribuer. Pour ce faire, j'ai analysé leurs positionnements dans deux séries d'enquêtes : les baromètres CNCDH et confiance.

14 - Voir Manuel Bompard, « Quatrième bloc : la stratégie gagnante de La France insoumise » [en ligne], 6 septembre 2024.

15 - Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

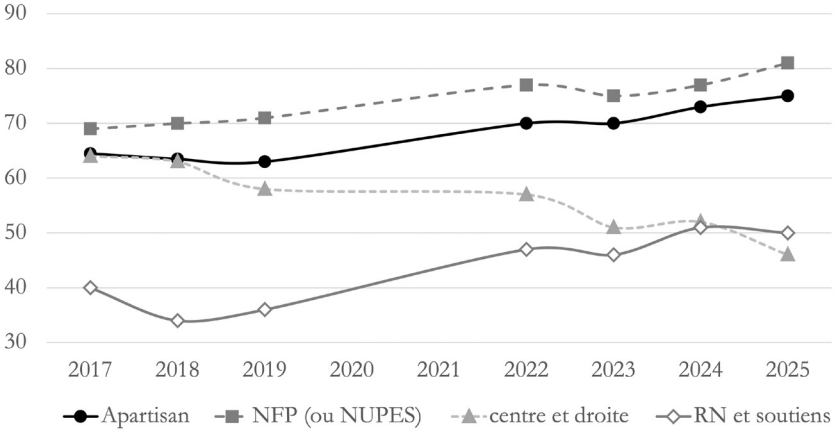
16 - Voir Tristan Haute, « Élargir les bases socio-électorales de la gauche : nécessités, difficultés et incertitudes » [en ligne], *Contretemps*, 9 octobre 2024 ; Luc Rouban, « Une France de gauche vote-t-elle à droite ? À la recherche de l'électeur de gauche caché » [en ligne], Note de recherche 22, novembre 2024.

J'ai produit des indices de tolérance à la diversité en fonction des alignements partisans dans le baromètre CNCDH (figure 3). En tendance, la tolérance progresse dans trois groupes sur quatre, à gauche (12 points en 8 ans), mais aussi parmi les soutiens du RN (+ 10 points). Cette progression surprenante s'explique de deux façons : la diffusion de normes plus tolérantes même parmi ces partisans, ou le ralliement à ce parti de citoyens moins radicaux. Les apartisans auraient pu se situer entre partisans RN et partisans de gauche, voire plus proches des premiers. Pourtant, ils penchent clairement du côté des seconds, et ce tout au long de la période. Au maximum, on relève 8 points d'écart entre les soutiens de la gauche et les apartisans, contre entre 22 et 29 points pour les marinistes.

Cette proximité explique sans doute l'intensité du barrage républicain lors du second tour des législatives de 2024. Certains démissionnaires sont revenus aux urnes pour s'opposer au RN. La position des apartisans sur la tolérance permet aussi de comprendre pourquoi urnes et société divergent : les échantillons du baromètre CNCDH comptent nombre d'abstentionnistes qu'on ne retrouve pas dans les urnes, par définition, ce qui donne plus de poids aux segments plus intolérants de la société française.

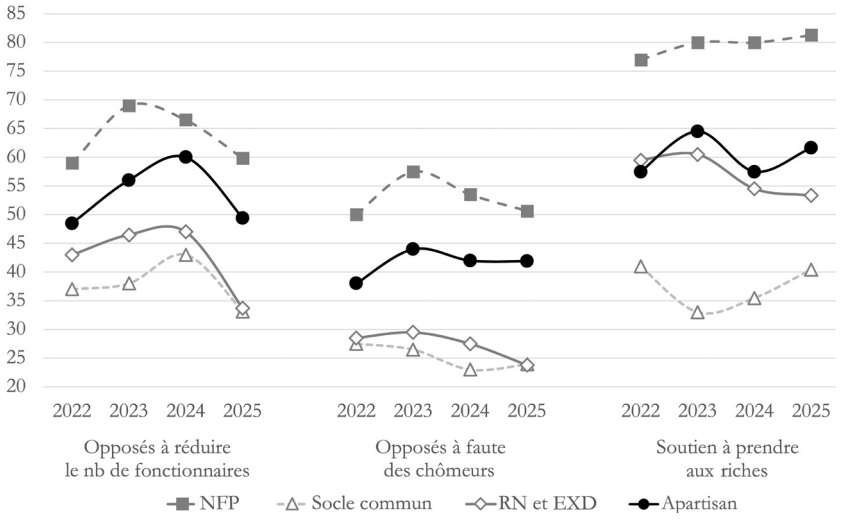
Néanmoins, le baromètre CNCDH ne couvre que les préjugés ethnoraciaux. J'ai donc mené une analyse complémentaire à partir du baromètre confiance, notamment sur les questions socio-économiques (figure 4).

Figure 3 – Niveau de tolérance par rapport aux partis



Source : Baromètre racisme CNCDH (2017-2025).
Calculs : Vincent Tiberj.

Figure 4 – Proportion de réponses sociales selon les rapports aux partis sur la dimension socio-économique



Source : Baromètre confiance du CEVIPOF (2022-2025).
Calculs : V. Tiberj.

Et de nouveau, j'ai constaté que les apartisans ne sont pas des « sans-avis ». Sur les trois questions relatives à la dimension socio-économique, ils constituent le deuxième groupe le plus à gauche et s'avèrent particulièrement éloignés des soutiens du bloc commun, qui sont systématiquement les plus économiquement libéraux. Les apartisans sont proches des soutiens du RN, uniquement quand il s'agit de « faire payer les riches », mais sont beaucoup plus alignés sur ceux de la gauche concernant les fonctionnaires et les chômeurs. Une élection sans les apartisans aboutirait à un résultat électoral beaucoup plus libéral sur le plan économique que s'ils se mobilisaient fortement, mais aussi plus libéral que ne l'est l'ensemble de la société. Sur la dimension culturelle[17], on retrouve des résultats proches de ceux du baromètre CNCDH, à l'exception de la montée du conservatisme observée au sein du socle commun. Les apartisans ne semblent pas être des électeurs cachés du RN, bien au contraire : c'est avec eux que la distance est la plus grande à la fois sur l'immigration et sur la peine de mort. Autrement dit, un retour aux urnes des démissionnaires ne serait pas une bonne nouvelle pour l'extrême droite, mais pourrait l'être pour la gauche.

17 - Voir la suite des graphiques de la figure 4 sur le site de la revue *Esprit*.

L'importance du terrain médiatique de la campagne

Encore faut-il qu'ils reviennent. Et dans cette perspective, la campagne électorale et les enjeux qui y seront débattus jouent un grand rôle. Une campagne qui porte sur l'immigration et l'insécurité risque de mobiliser et d'aligner autrement les citoyens qu'une campagne axée sur la redistribution et les services publics. De plus, si la campagne ne porte que sur certains enjeux, les citoyens mobilisés par d'autres défis (comme le réchauffement climatique, les discriminations ou les services publics) risquent de ne pas se sentir concernés et donc de s'abstenir.

Le terrain d'une campagne mobilise de nombreux acteurs, à commencer par les candidats et leurs soutiens, les associations et la société civile, mais aussi les médias. Ces derniers ne façonnent pas à eux seuls l'opinion publique, mais ils peuvent peser sur l'agenda politique et contribuer à cadrer les débats, c'est-à-dire à amener les publics à appréhender un problème d'une certaine manière plutôt que d'une autre. Ces cadrages et cet agenda ne s'imposent toutefois pas à tous les citoyens : certains peuvent notamment rejeter les arguments qui contredisent leurs préférences ou leurs convictions. On a d'ailleurs tendance à sous-estimer leurs capacités de résistance, alors même qu'ils disposent de ressources toujours plus nombreuses pour prendre leurs distances à l'égard des discours politiques et médiatiques.

Dans ce combat « par en haut », CNews joue un rôle essentiel et a réussi à imposer ses positions, notamment au moment des dernières municipales. Il est temps de s'en rendre compte pour éviter que seul son agenda ne soit traité. L'outil data.ina.fr permet d'objectiver certaines tendances en mesurant les occurrences de mots ou de familles de mots dans le temps et par chaîne d'information en continu. On peut prendre des termes classiques (« réchauffement climatique », « inégalités ») et d'autres plus spécifiques (« wokisme », « grand remplacement »).

Il faut réaliser ce que ces statistiques impliquent[18]. Le terme « réchauffement climatique » a ainsi été prononcé plus de 4 000 fois sur France Info en 2023, soit presque 11 fois par jour cette année-là. La même année sur CNews, le terme « islam » a été énoncé presque 3 000 fois et le terme « immigration » plus de 20 200 fois, soit respectivement 8 fois par jour et 55 fois par jour en moyenne. On peut ainsi objectiver des lignes

18 - Voir la figure 5 sur le site de la revue *Esprit*.

éditoriales, avec la mise en avant de certains sujets, mais aussi la relégation d'autres. La chaîne publique parle beaucoup plus des questions relatives aux inégalités et au réchauffement climatique. Indubitablement, CNews traite de manière singulière l'actualité, avec une insistance sur des sujets que tentent également de promouvoir les acteurs de l'extrême droite : l'immigration, l'islam, la délinquance. On s'en doutait, mais c'est toujours mieux de le montrer avec des données.

Cela illustre aussi plusieurs de leurs tentatives de pousser certains termes et donc d'imposer des cadrages. La famille des termes « woke » est apparue aux États-Unis après les premières manifestations Black Lives Matter en 2013 et désignait l'exigence pour les militants d'être sensibilisés aux questions d'inégalités sociales, raciales et genrées. Quelques années plus tard, le terme a été repris par les conservateurs et son usage sur la chaîne Fox News explose, notamment en 2021. La simultanéité de son premier usage sur CNews est frappante : cette famille de mots est alors utilisée à environ 1 400 reprises (contre 350 fois pour LCI) ; soit 70 % des occurrences cette année-là. Cette spécificité de CNews se retrouve en 2022, en 2023 et en 2024. En 2025, LCI semble de plus en plus mobiliser ce concept, mais peut-être parce que la chaîne couvre les premiers mois de la présidence de Donald Trump.

La tentative de pousser le terme « francocide[19] » est un autre exemple de la manière dont CNews procède. Ce néologisme, calqué sur celui de « féminicide », a été forgé par Éric Zemmour lors de l'université d'été de son parti en septembre 2022 pour se relancer. Il a été prononcé 132 fois en un trimestre sur CNews et pourtant, il n'a pas connu le succès escompté. En 2025, ce terme n'est quasiment plus mobilisé, y compris sur cette chaîne, ce qui n'est pas le cas de la notion de « grand remplacement ».

CNews et les médias du groupe Bolloré semblent bénéficier d'une attention particulière. Pourtant, la chaîne qui se proclame première chaîne d'information en continu en matière d'audience ne l'a été que de février 2024 à février 2026. Depuis, BFM la devance. Surtout, son audience reste largement derrière celles de TF1 et France 2 : même à son pic à 4 % en octobre 2025, France 2 comptait 3,5 fois plus de téléspectateurs et TF1 presque 4,5 fois plus. En vérité, CNews ne rassemble

19 - Bérénice Mariau, « L'imposition par Éric Zemmour du #francocide. Stratégie médiatique d'une haine ordinarisée », *Quaderni*, vol. 115, n° 2, 2025, p. 119-133.

guère plus de téléspectateurs qu'Arte, qui tourne autour de 3 % sur l'ensemble de la période 2022-2026[20].

D'autres indicateurs confirment que l'importance de ce média est surestimée. L'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias mesure l'audience des sites internet. En juillet 2026, le site de CNews se situe en 23e position entre lindependant.fr et ledauphine.com. Le site d'Europe 1 est en 75e place et celui du JDD en 94e place. On peut s'étonner de l'importance accordée à CNews par autant de rédactions et d'acteurs politiques alors qu'aussi peu de citoyens la regardent réellement.

Aucune élection n'est jouée d'avance, *a fortiori* dès l'automne. Les législatives de 2024 l'ont amplement montré. Néanmoins, le RN n'a jamais été aussi puissant dans les urnes et dans les sondages et, surtout, on peut avoir le sentiment que ses thèmes et ses propositions occupent désormais une place centrale dans l'attention médiatique. Mais c'est trop vite oublier que les lectures des sondages sont également biaisées : l'immigration constitue bien un enjeu important, mais les services publics, le réchauffement climatique et les inégalités le sont également. De même, si Marine Le Pen arrive en tête dans les différentes hypothèses de second tour, on oublie souvent de prendre en compte celles et ceux qui refusent de choisir.

Certains Français s'alignent, mais c'est aussi oublier trop vite les démissionnaires. Ces citoyens non seulement existent, ont des valeurs, mais racontent également leur besoin d'une autre politique, plus horizontale, moins centrée sur les leaders. Il y a donc encore d'autres chemins, d'autres terrains de campagne ; encore faut-il que les candidats, les associations et les médias s'y aventurent. Sinon, on peut craindre que l'élection à venir ne confisque les débats et ne permette pas de répondre à l'ensemble des demandes des citoyens.

2027
ANNÉE POLITIQUE

Alors que l'actualité politique s'accélère, *Esprit* prend le temps de comprendre ce qui se joue, au-delà du commentaire et de l'immédiateté. Retrouvez également d'autres articles, vidéos et podcasts consacrés à l'année politique sur esprit.presse.fr

20 - Voir la figure 6 sur le site de la revue *Esprit*.